

|  |  |
| --- | --- |
| **N° 18** | **Le 17 mars 2016** |

**FR**

**Mme Mogherini déclare que la société civile est un élément clé de la stratégie globale de l’UE concernant les questions de politique étrangère et de sécurité**

**M. Avramopoulos salue le rapport du CESE sur la crise migratoire**

**Lors de la session plénière du CESE du 16 mars 2016, Mme Federica Mogherini, haute représentante de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a exposé son approche consultative d'une politique étrangère et de sécurité commune de l'UE et mis l'accent sur la contribution essentielle de la société civile à une stratégie globale.**

Mme Mogherini, dont c'était la première participation à une session plénière du CESE, a présenté, à la demande du Conseil européen, un aperçu de ses travaux sur une «stratégie globale en matière de politique étrangère et de sécurité de l'UE». La haute représentante doit soumettre cette «stratégie globale» au Conseil le 26 juin 2016.

Un engagement accru avec la société civile, les jeunes, et d’autres parties prenantes, tant au sein de l’Union qu’à l’extérieur de celle-ci, sont les éléments clés de cette approche. La haute représentante a reconnu le rôle important que joue le CESE dans l’élaboration de la politique étrangère et de sécurité de l’UE et considère le Comité comme «une composante de la politique étrangère de l’UE». Elle a invité le CESE à contribuer à ce processus, et a indiqué que la participation de la société civile était essentielle pour résoudre les crises et faire progresser les intérêts et les valeurs de l'UE dans le monde.

Elle a déclaré: «Je crois qu’une forme de dialogue constant sera positif pour nous tous. *Il est naturel que l'action de la société civile et les résultats qu'elle peut obtenir dans le domaine de la politique étrangère fassent partie de ce processus.»*

La haute représentante a pris acte des liens étroits noués par la société civile organisée dans les régions d'Europe et dans le reste du monde: «L'orientation de la politique étrangère est définie non seulement par les institutions mais aussi par la contribution de la société civile et d'autres parties prenantes.»

**Un système d'asile européen**

Les intérêts et les valeurs de l’Europe doivent être mis en œuvre dans le cadre d’une stratégie coordonnée et intégrée, y compris un véritable régime d’asile à l'échelle de l'UE. Cela implique de définir clairement qui peut bénéficier de ce régime et de répartir équitablement les personnes éligibles entre les États membres.

À propos de la crise migratoire, la haute représentante Mogherini a déclaré: «*Nous avons l’occasion de façonner des politiques et des instruments européens communs pour gérer une crise qui ne va pas disparaître. L’Europe doit gérer les flux de réfugiés de manière responsable.»*

Elle a plaidé en faveur d'une «mise à niveau» des instruments et politiques communs de l'UE destinés à faire face à la crise, dans la mesure où les politiques nationales ne sont pas efficaces. La haute représentante a ajouté: «*Les politiques nationales en matière d’immigration conduisent à un échec individuel. Les politiques et instruments européens communs nous permettront de réussir collectivement.»*

**Les réponses du CESE à la haute représentante**

S'exprimant au nom du groupe des employeurs, M. Jonathan Peel, membre du CESE, s'est félicité de l'approche adoptée par la haute représentante, qui préconise la participation de la société civile. Il a appelé de ses vœux un renforcement des échanges et des liens entre les domaines clés de la politique des relations internationales de l'UE, tels que le commerce, l’énergie et les transports, par exemple en réponse à l’initiative de la Chine relative à la nouvelle route de la soie. Il a insisté sur le fait que l'expertise et le savoir-faire du Comité faisaient de celui-ci un partenaire idéal pour soutenir ce type d'interactions et faciliter les contacts sur le terrain avec les organisations locales de la société civile.

Mme Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, a appelé la haute représentante à adresser un message clair aux dirigeants européens pour leur signifier que l'accord envisagé avec la Turquie «n’est pas acceptable.» Elle a déclaré: *«Nous ne devons pas sacrifier notre âme et nos valeurs sur l'autel de solutions intenables.»*

M. Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, a plaidé en faveur d’une approche globale et à long terme de la crise migratoire, qui prévoie de nouvelles alliances plus fortes entre l’Europe, les régions de la Méditerranée et l’Afrique. Il a déclaré que *«la guerre, l'extrême pauvreté et les inégalités sont une menace toujours plus grande pour la stabilité mondiale. Nous devons créer de nouvelles alliances pour progresser.»*

**Rapport d’information**

Dans le prolongement du débat sur la présentation de la haute représentante, M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE chargé de la communication, a présenté le rapport sur les missions d’information du CESE dans 11 pays, ainsi que ses recommandations, à M. Dimitris Avramopoulos, commissaire chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté.

**Le commissaire Avramopoulos** a fait observer que, rien que l'an dernier, plus d'un million de personnes avaient fui les persécutions, les conflits et la pauvreté en quête d'une vie meilleure et plus sûre en Europe. La majorité de ces personnes sont parvenues en Europe en traversant la Méditerranée pour arriver le plus souvent en Grèce et en Italie, plaçant ainsi une charge excessive sur ce que l'on appelle les «pays de transit», puisque les migrants tentent de rejoindre ensuite l'Allemagne, la Suède et l'Autriche, entre autres.

Il s'est félicité des recommandations formulées dans le rapport et a exposé les mesures prises par la Commission pour résoudre la crise migratoire. Il a déclaré: *«Pour faire face à cette situation, il nous faut associer les différents acteurs concernés à tous les niveaux, y compris la société civile et les partenaires sociaux, et je compte vraiment sur votre expérience et votre soutien pour travailler ensemble.»*

L'Assemblée plénière du CESE a adopté le rapport de mission à une majorité écrasante.

**Note à l'attention des journalistes**

* [Missions d’information du CESE](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.immigration-and-asylum-mission-reports) sur la situation des réfugiés. Le point de vue des organisations de la société civile

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

Milen Minchev, service de presse du CESE

Courrier électronique: [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.eu?subject=Je%20d%C3%A9sire%20obtenir%20des%20informations.)

Tél: +32 2 546 92 8753/ Portable: + 32 (0) 498 38 30 38

**@EESC\_PRESS**

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes socio-économiques de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil.*